

APPENDICE

(Voir page 321)

CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES DU COMMONWEALTH, 1965—COMMUNIQUÉ FINAL

A la réunion des premiers ministres du Commonwealth qui a pris fin aujourd'hui, le Pakistan, le Ghana, la Tanzie et la Zambie étaient représentés par leurs présidents. La Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, la Grande Malaisie, le Nigéria, la Sierra Leone, Trinidad et Tobago, l'Ouganda, le Malawi, Malte et la Gambie étaient représentés par leurs premiers ministres. La Jamaïque était représentée par le premier ministre suppléant, Ceylan par le ministre de la Justice, Chypre et le Kenya par les ministres des Affaires extérieures.

C'était la première réunion à laquelle Malte, la Zambie et la Gambie étaient représentés comme membres du Commonwealth. Les autres chefs de gouvernement du Commonwealth les ont accueillis avec joie. Le premier ministre de la Gambie a informé l'Assemblée que son pays avait l'intention de continuer d'appartenir au Commonwealth après avoir adopté une forme républicaine de constitution et accepté la reine comme symbole de la libre association de nations indépendantes et, à ce titre, comme chef du Commonwealth. Les chefs de délégation des autres pays membres du Commonwealth ont assuré au premier ministre de la Gambie qu'ils seraient heureux de conserver à la Gambie son statut de membre du Commonwealth.

Les premiers ministres ont pris acte que leur réunion se tenait pendant l'année de collaboration internationale, née d'une proposition de l'ancien premier ministre de l'Inde, le regretté M. Nehru. Ils se sont déclarés favorables à ses objectifs et ont manifesté leur désir de contribuer à son succès.

Le dernier jour de la réunion marquait le vingtième anniversaire de la fondation des Nations Unies. A cette occasion, les premiers ministres ont adressé un message de souhaits et de bons vœux à l'Organisation.

Les premiers ministres ont reconnu que le Commonwealth, association multi-raciale, ne tolère aucune distinction fondée sur la race ou la couleur et, profitant de cette réunion, ils ont réaffirmé la déclaration contenue dans leur communiqué de 1964: «tous les gouvernements du Commonwealth doivent avoir comme objectif et comme principe d'édifier dans chaque pays une société qui offre des chances égales, sans aucune exception, à toute personne, peu importe sa race, sa couleur ou sa croyance. Le Commonwealth devrait pouvoir donner l'exemple

dans l'application de principes démocratiques de façon à permettre aux membres de chaque groupe racial ou culturel, à l'intérieur de chaque pays, d'exister et de s'épanouir comme des citoyens libres et égaux.»

Passant en revue tous les grands problèmes internationaux de l'heure, les premiers ministres ont constaté avec angoisse que malgré les efforts de bien des pays pour favoriser la paix et la stabilité dans le monde, des conflits dangereux ou des menaces de conflit persistent à plusieurs endroits. Ils expriment la conviction que dans ces circonstances, il faudrait prendre tous les moyens possibles pour raffermir l'autorité de l'Organisation des Nations Unies et dans cette optique, ils ont abordé la question de la représentation de la Chine au sein de l'Organisation. Ils ont aussi réaffirmé leur foi en l'importance des opérations du maintien de la paix des Nations Unies; et ils ont réitéré leur appui à un comité des Nations Unies qui cherche présentement à définir des principes justes et équitables régissant l'autorisation, l'organisation et le financement des opérations du maintien de la paix. Ils jugent qu'il est essentiel que l'Assemblée générale, quand elle se réunira, soit capable de fonctionner normalement. Ils se déclarent heureux des contributions volontaires et sans condition versées à l'ONU pour contribuer à alléger ses difficultés financières; et ils expriment l'espoir que grâce à ces mesures et à d'autres, les Nations Unies pourront s'acquitter de leurs fonctions. Les premiers ministres ont affirmé leur loyauté aux Nations Unies dont le succès, selon eux, est essentiel au maintien de la paix dans le monde.

Les premiers ministres se sont montrés très inquiets devant la grave situation du Vietnam et le danger qu'elle engendre un grand conflit international. Ils ont passé en revue les diverses démarches tentées jusqu'ici pour trouver une solution pacifique au problème. Et, en songeant que le Commonwealth réunit des peuples des quatre coins du monde aux tendances et aux opinions les plus diverses, et que leur réunion avait lieu au moment où la paix mondiale était toujours plus menacée, ils ont étudié, le premier jour de leur réunion, une proposition en vue de rechercher encore un fois une solution pacifique. A cette fin, une mission fut chargée de communiquer avec les parties les plus intéressées par la situation du Vietnam.